

Les Forums

Mac Mahon

Organisés par le Centre des Professions Financières

Note d'introduction, réunion du 8 septembre 2020.

Rainier BRUNET-GUILLY

Denis KLEIBER

Régis de LAROULLIÈRE

Rendre le marché du travail plus inclusif

Le thème global « travailler plus » a fait irruption dans le débat public français au printemps 2019 à l'occasion du grand débat, à l'initiative du Président de la République. Jusque-là, ce thème était essentiellement cantonné aux discussions sur l'équilibre de nos régimes de retraite.

L'idée dominante semblait être qu'avec le progrès technique, la tendance de long terme à la réduction du travail est inscrite dans l'histoire. Et le niveau élevé du chômage en France témoignerait de ce que nous serions trop nombreux pour le travail à faire, en quelque sorte en retard sur une évolution tendancielle mondiale. Certains accapareraient une quantité de travail globale qui devrait être plus équitablement répartie.

Pourtant, après près de 40 années de réformes visant à réduire la durée du travail de ceux qui travaillent pour créer des emplois pour les autres, force est de constater que nous avons réduit le travail à un niveau plus faible que dans tous les autres pays de l'OCDE, mais que notre niveau de chômage est devenu parmi les plus élevés (8,5% en France en juillet 2019 à comparer à 6,3% dans l'Union Européenne à 28 pays par exemple), même s'il s'inscrivait en baisse dans la période précédant la crise de la Covid-19. En Europe, seules la Grèce, l'Espagne et l'Italie avaient une situation plus dégradée avant la crise. Nous avons de plus le ressenti d'un problème global de pouvoir d'achat, qui conduit la population à se tourner vers les pouvoirs publics. Il semblerait qu'à chaque réforme, le bilan net ait été une réduction du travail global effectué (et de la production partageable en résultant, affectant le niveau de vie).

De plus, les besoins de la sphère publique, plus en rapport avec la population globale qu'avec la quantité de travail effectuée dans le pays (éducation, défense, justice, transferts sociaux par exemple) représentent une fraction de l'activité totale nettement plus importante en France que dans les autres pays de l'OCDE (la dépense publique représente 56,5% du PIB en 2017). Financer ces besoins dépasse la capacité contributive d'un secteur concurrentiel qui serait devenu étriqué. Les déficits publics demeurent corrélativement parmi les plus élevés, les risques associés au ras le bol fiscal sont mieux identifiés, et notre pays est l'un des plus exposés à la remontée des taux d'intérêt de marché, même si celle-ci est tenue pour éloignée (voir les travaux des Forums Mac Mahon associés à la réunion du 6 novembre 2019).

Cette évolution de la place du travail en France et de ses conséquences sur le niveau de vie a été analysée dans les récents travaux des Forums Mac Mahon, conduisant aux publications du 9 juin 2020 intitulées « Ensemble, redéveloppons notre pouvoir de vivre ».

La France s'est dégagée des secteurs d'activité réputés les plus ingrats (des pans entiers de l'activité économique ont été abandonnés notamment dans l'industrie, qui ne représente plus que 16,9% du PIB à comparer à 25,5% en moyenne dans le monde et 28% en Allemagne).

Pourtant, notre marché du travail est perçu comme particulièrement inhospitalier : il est difficile d'y entrer (chômage des jeunes, difficulté à obtenir un premier CDI), d'y revenir quand on en sort (durée du chômage en France comparée aux autres pays, taux d'emploi des seniors), la pression y est forte dans de nombreux secteurs, l'exigence de qualification élevée, la rémunération minimale que doit financer l'employeur rapportée au travail fourni parmi les plus élevées de l'OCDE.

Paradoxalement, les employeurs affirment avoir du mal à embaucher les compétences dont ils ont besoin, les services utiles ou nécessaires que ne peut satisfaire notre économie marchande sont nombreux, les services publics se sentent pour certains asphyxiés par le manque de ressources, et les besoins d'intégration des populations peu qualifiées sont importants et ont de graves conséquences politiques et sociales. Les nouvelles formes d'emploi et l'ubérisation de certaines activités n'apportent que des solutions ponctuelles, ou contestées.

Cette situation a été à la fois mise en lumière et aggravée par la crise de la Covid-19, notre pays étant l'un de ceux où le ralentissement de l'activité a été le plus marqué pour enrayer la propagation de l'épidémie. La reprise puis la croissance de la production des biens et services à se partager pour restaurer le pouvoir de vivre n'en sont que plus nécessaires.

Mais comment y parvenir, au moment où justement une fraction significative de la population a pu, grâce aux aides temporairement mises en place quoi qu'il (nous) en coûte, assurer sa subsistance sans travailler ou en travaillant moins ?

Dans une perspective de plus long terme, les travaux réalisés sur la fragmentation de la société française ont mis en évidence la moindre intégration des populations fragiles du fait d'un marché du travail plus inhospitalier, notamment les populations immigrées de première et deuxième génération.

Dès lors, rendre le marché du travail plus inclusif, dans toutes ses dimensions, serait un point de passage obligé de la restauration du pouvoir de vivre et de la cohésion sociale. Discuter cette perspective, en esquisser les moyens constituent les contours de la prochaine étape des Forums Mac Mahon.

Quelques chiffres

Sur sa durée de vie, un américain passe 16% de son temps à travailler. Un français 12%.

La durée de travail annuel rapportée au nombre d'habitants au sein des pays de l'OCDE varie de façon importante. 634 heures/an en France, 728,7 en Allemagne (+ 15%) et 830,3 aux Etats-Unis (+ 31%). Les PIB par tête respectifs d'un français et d'un américain sont de 42.878 et 62.606 \$ en 2018 (+ 46%) et de 48.264 pour un allemand (+ 12,5%).

L'écart résulte pour partie de l'écart de chômage (4,5% avec l'Allemagne, 5% avec les Etats-Unis), et pour une partie plus importante de la durée annuelle du travail des personnes en activité.

Un français passe en moyenne 5 années de plus à la retraite que la moyenne de l'OCDE (25 ans à comparer à 20). Il détient le record en la matière (https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/panorama-des-pensions-2017_pension_glance-2017-fr;jsessionid=JBI_O_Ndd2tqWEV1Ki35fV TM.ip-10-240-5-159)

Après 40 années de développement du partage du travail en France, le taux de chômage est de 8,5% en France, en 4^{ème} plus mauvaise position en Europe (<https://www.touteleurope.eu/actualite/le-taux-de-chomage-en-europe.html>). Il est de 3,5% aux Etats-Unis et de 2,4% au Japon.

Le taux de chômage est fortement corrélé au diplôme

Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2019

en %

Niveau de diplôme	Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale	Sortis depuis 11 ans ou plus de formation initiale	Ensemble
Aucun diplôme, brevet des collèges	47,1	34,2	12,5	15,5
Bac, CAP, BEP ou équivalent	22,0	13,8	7,0	9,1
Bac + 2 ou plus	9,6	5,0	4,0	5,1
Ensemble	16,8	10,7	6,8	8,4

Lecture : en 2019, 9,6 % des personnes actives ayant un diplôme de niveau bac + 2 ou plus et ayant achevé leur formation initiale depuis 1 à 4 ans sont au chômage.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi.

Le taux de chômage est fortement corrélé aux différentes catégories de la population

Chômage au sens du BIT selon les caractéristiques des personnes

	2010	2012	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de chômeurs (en milliers)	2 679	2 855	3 020	3 052	2 972	2 788	2 702
Taux de chômage	9,3	9,8	10,3	10,4	10,1	9,4	9,1
Par sexe							
Femmes	9,5	9,7	10,0	9,9	9,9	9,3	9,1
Hommes	9,1	9,8	10,5	10,8	10,2	9,5	9,0
Par âge							

15-24 ans	23,3	24,4	24,2	24,7	24,6	22,3	20,8
25-49 ans	8,4	9,1	9,7	9,7	9,3	8,8	8,5
50 ans ou plus	5,6	6,1	6,9	7,0	6,9	6,6	6,4
Par catégorie socioprofessionnelle							
Cadres	3,7	3,5	4,4	4,0	3,5	3,3	3,4
Professions intermédiaires	4,8	5,3	5,8	5,9	5,4	4,7	5,1
Employés	9,2	10,1	10,5	10,5	10,6	10,2	9,9
Ouvriers	13,3	14,2	14,7	15,0	14,9	13,5	12,6
Ouvriers qualifiés	9,9	10,9	11,9	11,8	11,8	10,5	9,6
Ouvriers non qualifiés ¹	18,9	19,9	19,9	20,6	20,2	18,4	17,8
Par statut d'immigration							
Immigrés	nd	nd	17,6	18,4	17,5	16,2	15,3
Non-immigrés	nd	nd	9,5	9,5	9,2	8,6	8,3
Descendants d'immigrés	nd	nd	14,5	14,0	14,3	14,0	13,3
Sans lien avec l'immigration	nd	nd	8,9	8,9	8,6	7,9	7,7
Par type de zone géographique							
Rurale	nd	nd	6,8	6,7	6,7	6,3	5,9
Urbaine	nd	nd	11,3	11,5	11,1	10,4	10,0

nd : non disponible.

1. Y compris ouvriers agricoles.

Champ : France hors Mayotte, personnes âgées de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Taux de chômage en France par CSP, par diplôme ou par âge :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3741241?sommaire=3900836>

“ Comprendre et faire comprendre les Professions Financières “

6 avenue Mac Mahon - 75017 Paris - Tél. : 01 44 94 02 55
 contact@professionsfinancieres.com - www.professionsfinancieres.com
 Association reconnue d'intérêt général - régie par la loi 1901